

**Art. 12.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> février 1999.

**Art. 13.** Notre Ministre de la Santé publique et Notre Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 janvier 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique,  
M. COLLA

Le Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale,  
J. PEETERS

**Art. 12.** Dit besluit treedt in werking op 1 februari 1999.

**Art. 13.** Onze Minister van Volksgezondheid en Onze Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 januari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,  
M. COLLA

De Staatssecretaris voor Maatschappelijk Integratie,  
J. PEETERS

F. 99 — 208

[C - 98/22853]

**15 JANVIER 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 6 juillet 1987 relatif à l'allocation de remplacement de revenus et à l'allocation d'intégration**

RAPPORT AU ROI,

Sire,

Le présent projet d'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à Votre Majesté a principalement pour but d'apporter des modifications qualitatives telles que l'octroi d'une allocation à partir de l'âge de 21 ans pour les enfants handicapés qui ont bénéficié du supplément d'allocations familiales et une approche plus systématique des révisions d'office et de leurs dates d'effet.

Par ailleurs, certaines adaptations formelles sont apportées, comme par exemple le remplacement de l'ancienne dénomination du Ministère par la nouvelle dénomination.

Il a été tenu compte des remarques formulées par le Conseil d'Etat dans son avis du 27 octobre 1998. Si ce n'est pas le cas, cela est mentionné explicitement dans le commentaire de l'article même.

Commentaire des articles

Article 1<sup>er</sup>

Les limites de revenus sont celles en vigueur à la date de prise d'effet de la demande d'allocation ou au premier jour du mois qui suit la révision d'office.

Lorsqu'une personne handicapée qui a bénéficié du supplément d'allocations familiales jusqu'à l'âge de 21 ans introduit une demande dans les six mois après avoir atteint l'âge de 21 ans, elle a droit à une allocation à partir de l'âge de 21 ans. Il faut dès lors tenir compte des limites de revenus applicables à la date de prise de cours du droit.

Article 2

En ce qui concerne les données relatives aux revenus, il est tenu compte dorénavant de la date de prise d'effet de la demande ou du mois qui suit la révision d'office et non plus de la date de la demande (cfr. article 1<sup>er</sup>).

Les allocations, et non pas uniquement les compléments d'allocations en matière de formation professionnelle, sont également exonérées. Tel était déjà le cas, mais le texte ne l'exprimait pas clairement.

Il est précisé que les abattements sur le revenu cadastral de la maison appartenant au handicapé s'appliquent également sur la maison appartenant au conjoint du handicapé ou à la personne avec laquelle celui-ci est établi en ménage. Ceci correspond à la pratique administrative.

Article 3

Lors d'une augmentation ou diminution des revenus de 20 p.c., il est dorénavant également tenu compte de la date de prise d'effet de la demande et non plus uniquement de la date d'introduction de la demande (cfr. commentaire des articles 1<sup>er</sup> et 2).

Pour les révisions d'office, on ne se réfère plus à la date de la révision d'office, mais au mois qui suit la révision d'office.

Article 4

Cet article fait suite à une adaptation de l'article 3 de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, dans lequel la notion d'émancipation avait déjà été remplacée par celle de mariage.

N. 99 — 208

[C - 98/22853]

**15 JANUARI 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 6 juli 1987 betreffende de inkomensvervangende tegemoetkoming en de integratietegemoetkoming**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit voor te leggen beoogt vnl. kwalitatieve wijzigingen tot stand te brengen zoals o.m. de toekenning van een tegemoetkoming vanaf 21 jaar voor gehandicapte kinderen die van de bijkomende kinderbijslag hebben genoten, een meer systematische benadering van de ambtshalve herzieningen en de uitwerkingdatums ervan.

Daarnaast worden ook nog een aantal vormelijke wijzigingen aangebracht zoals bijvoorbeeld de vervanging van de oude benaming van het Ministerie door de nieuwe benaming.

Er werd rekening gehouden met de opmerkingen die de Raad van State heeft gemaakt in zijn advies van 27 oktober 1998. Indien dit niet het geval is, wordt dat uitdrukkelijk vermeld bij de commentaar van het artikel zelf.

Commentaar bij de artikelen

Artikel 1

De inkomensgrenzen zijn deze die van kracht zijn op de datum van uitwerking van de aanvraag tot tegemoetkoming of op de eerste van de maand die volgt op de ambtshalve herziening.

Als een gehandicapte die tot 21 jaar heeft genoten van de bijkomende kinderbijslag, een aanvraag indient binnen de zes maanden nadat hij de leeftijd van 21 jaar heeft bereikt, maakt hij aanspraak vanaf 21 jaar op een tegemoetkoming. Er dient dan ook rekening gehouden te worden met de inkomensgrenzen die op de ingangsdatum van het recht van toepassing zijn.

Artikel 2

Voor de gegevens inzake inkomens wordt voortaan rekening gehouden met de uitwerkingsdatum van de aanvraag of met de maand die volgt op de ambtshalve herziening en niet meer met de datum van de aanvraag (cfr. artikel 1).

De uitkeringen en niet enkel de aanvullingen op de uitkeringen inzake beroepsopleiding worden eveneens vrijgesteld. Dit was reeds het geval maar dat kwam niet duidelijk tot uiting in de tekst.

Er wordt nader bepaald dat de abattementen op het kadastraal inkomen van het huis van de gehandicapte eveneens worden toegepast voor het huis van de echtgenoot van de gehandicapte of van de persoon met wie hij een huishouden vormt. Dit beantwoordt aan de administratieve praktijk.

Artikel 3

Bij de 20 pct. verhoging of vermindering van de inkomsten wordt voortaan nu ook rekening gehouden met de datum van uitwerking van de aanvraag en niet meer met de datum waarop de aanvraag werd ingediend (cfr. commentaar artikel 1 en 2).

Er wordt, voor de ambtshalve herzieningen, niet meer verwezen naar de datum van de ambtshalve herziening maar naar de maand die volgt op de ambtshalve herziening.

Artikel 4

Dit artikel is het gevolg van een aanpassing van artikel 3 van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten, waar eerder al ontvoegd werd vervangen door gehuwd is of was.

## Article 5

Cette modification a pour objet de remplacer l'ancienne dénomination du Ministère par la nouvelle dénomination.

## Article 6

Cette modification remplace également l'ancienne dénomination du Ministère et supprime la référence aux médecins du Service du contrôle médical de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, ceux-ci n'effectuant plus d'examen médicaux pour le service des allocations aux handicapés.

## Article 7

Cfr. articles 5 et 6.

## Article 8

Afin de permettre une meilleure transition du régime du supplément d'allocations familiales pour enfants handicapés au régime des allocations aux handicapés, la date de prise de cours du droit est fixée à 21 ans pour les enfants handicapés pour autant que la demande soit introduite au plus tard six mois après qu'ils aient atteint l'âge de 21 ans.

## Article 9

Il est actuellement procédé à une révision d'office notamment lorsqu'une modification donnant lieu à la suppression, à la diminution ou au non-paiement de l'allocation est constatée dans la situation du bénéficiaire.

Afin de mieux garantir les droits des personnes handicapées, une révision d'office est également prévue lorsque la modification de la situation du bénéficiaire peut entraîner une majoration de l'allocation (par ex. lorsqu'il passe de la catégorie cohabitant à celle d'isolé) ou le paiement d'une allocation (par ex. lorsqu'il quitte une institution). Cette réforme va également dans le sens de l'article 8 de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer la "charte" de l'assuré social, tel qu'il a été modifié, qui dispose que les prestations sociales sont octroyées d'office chaque fois que cela est matériellement possible.

En outre, cet article détermine de façon plus claire, plus cohérente et plus systématique les cas dans lesquels il est procédé à une révision d'office.

## Article 10

Les articles sur la base desquels la révision est instruite sont précisés et il est également spécifié que la révision administrative ne porte pas sur l'aspect médical.

## Article 11

En fonction de l'article 9, cet article règle les effets de la révision d'office d'une manière plus claire et plus systématique.

En cas d'augmentation des revenus de plus de 20 p.c. (par exemple en raison d'une mise au travail), ou de prestations non cumulables (par exemple lors de la mise à la retraite), ou en cas de remplacement du revenu du travail du handicapé par un revenu de remplacement ou inversement, la décision produit ses effets, lorsque le handicapé déclare cette augmentation ou ce remplacement dans les 6 mois, à la date de la notification et non plus, comme auparavant, à la date de constatation de l'augmentation ou du remplacement. Le but est ainsi d'éviter une récupération lorsque le handicapé déclare cette augmentation ou ce remplacement, dans un délai raisonnable. En outre, les bénéficiaires d'une allocation seront ainsi encouragés à trouver un emploi.

## Article 12

Lors d'un paiement sur un compte, il doit toujours s'agir d'un compte ouvert au nom du handicapé, même dans le cas d'un représentant légal.

Les anciennes dénominations du Ministère et de l'administration des chèques postaux sont remplacées par les nouvelles dénominations.

Enfin, une nouvelle base légale est instituée pour les organismes financiers agréés.

## Article 13

Cet article précise qu'un séjour de moins de quinze jours successifs en dehors de l'institution n'interrompt pas la période de trois mois successifs d'accueil dans une institution.

## Artikel 5

Deze wijziging heeft als doel de oude benaming van het Ministerie door de nieuwe benaming te vervangen.

## Artikel 6

Deze wijziging vervangt eveneens de oude benaming van het Ministerie en schrapt de verwijzing naar de geneesheren van de Dienst voor geneeskundige controle van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering aangezien deze geneesheren geen medische onderzoeken meer uitvoeren voor de dienst tegemoetkomingen aan gehandicapten.

## Artikel 7

Cfr. artikelen 5 en 6.

## Artikel 8

Om een vlotte overgang van de bijkomende kinderbijslag voor gehandicapte kinderen naar de tegemoetkomingen aan gehandicapten mogelijk te maken, wordt voor de gehandicapte kinderen de ingangsdatum van het recht op 21 jaar bepaald voor zover de aanvraag ten laatste zes maanden na de leeftijd van 21 jaar wordt ingediend.

## Artikel 9

Actueel wordt er tot een ambtshalve herziening overgegaan o.a. wanneer een wijziging in de toestand van de gerechtigde wordt vastgesteld die de afschaffing, de vermindering of de niet-betaling van de tegemoetkoming tot gevolg kan hebben.

Om de rechten van de gehandicapten beter te waarborgen, wordt ook voorzien in een ambtshalve herziening wanneer de wijziging in de toestand van de gerechtigde een verhoging van de tegemoetkoming tot gevolg kan hebben (bv. wijziging van categorie van samenwonende naar alleenstaande) of een uitbetaling van de tegemoetkoming (bv. in geval van verlaten van een instelling). Deze hervorming gaat ook in de zin van artikel 8 van de wet van 11 april 1995 tot invoering van het "handvest" van de sociaal verzekerde, zoals gewijzigd, dat erin voorziet dat de sociale prestaties ambtshalve toegekend worden wanneer het materieel mogelijk is.

Bovendien bepaalt dit artikel op een duidelijker, coherenter en systematischer manier de gevallen waarin tot een ambtshalve herziening wordt overgegaan.

## Artikel 10

Er wordt nader bepaald volgens welke artikelen de herziening wordt onderzocht en dat de administratieve herziening geen betrekking heeft op het medisch aspect.

## Artikel 11

In dit artikel wordt, in samenhang met artikel 9, de uitwerking van de ambtshalve herziening op een duidelijker en systematischer manier behandeld.

In geval van verhoging met meer dan 20 % van de inkomsten (bv. bij tewerkstelling) of van de niet-cumuleerbare uitkeringen (artikel 13 van de wet) (bv. bij op pensioenstelling), of in geval van vervanging van een inkomen uit arbeid van de gehandicapte door een vervangingsinkomen of omgekeerd, heeft de beslissing uitwerking, indien de gehandicapte deze verhoging of vervanging binnen de 6 maanden verklaart, op de datum van betekening en niet meer, zoals vroeger op de datum van vaststelling van de verhoging of vervanging. Hiermee wil men vermijden dat er tot een terugvordering wordt overgegaan in geval de gehandicapte deze verhoging of vervanging binnen een redelijke termijn verklaart. Dit zal ook de gerechtigden op een tegemoetkoming aanmoedigen om te gaan werken.

## Artikel 12

Bij betaling op een rekening dient het altijd, ook in geval van wettelijke vertegenwoordiger, te gaan om een rekening geopend op naam van de gehandicapte.

De oude benamingen van het Ministerie en van het Bestuur van de postcheque worden door de nieuwe benamingen vervangen.

Er wordt tenslotte een nieuwe wettelijke basis gegeven aan de erkende financiële instellingen.

## Artikel 13

In dit artikel wordt nader bepaald dat een verblijf van minder dan vijftien opeenvolgende dagen buiten de instelling de periode van drie opeenvolgende maanden van opname in een instelling niet onderbreekt.

## Article 14

Pour les prestations qui ne peuvent pas être cumulées avec les allocations, il s'agit des prestations à la date de prise d'effet de la demande ou au premier jour du mois qui suit la révision d'office (cfr. commentaire des articles 1<sup>er</sup> et 3).

Lorsque le jugement ou l'accord ne précise pas quelle partie du capital est affectée à la réduction de la capacité de gain, 70 p.c. du capital-indemnité alloué à l'intéressé servent à la conversion en rente viagère. Cette disposition est conforme à l'ancienne réglementation.

## Article 15

Cet article remplace l'ancienne dénomination du Ministère par la nouvelle dénomination.

Vu que l'allocation d'intégration peut maintenant également être accordée à titre d'avance, il fallait également adapter le dernier alinéa de l'article 31 dans ce sens.

## Article 16

Cet article remplace l'ancienne dénomination du Ministère par la nouvelle dénomination.

## Article 17

Cet article porte exécution de l'article 16, § 3, de la loi du 27 février 1987. Il dispose que la demande en renonciation à la récupération d'allocations payées indûment se fait par simple lettre.

Il n'a pas été tenu compte de la remarque du Conseil d'Etat au point 1 relatif à cet article vue que le terme "demande de renonciation" figure déjà à l'article 16 de la loi du 27 février 1987.

## Article 18

A l'article 38, il s'agit bel et bien d'une première révision du droit à une allocation octroyée en vertu de la loi du 27 juillet 1969.

Cette révision produit ses effets au plus tôt le 1<sup>er</sup> juillet 1987, date d'entrée en vigueur de la loi du 27 février 1987, et concerne aussi bien l'appréciation de la capacité de gain que celle du degré d'autonomie, nonobstant la disposition selon laquelle ces deux aspects ne sont pas examinés lors de la révision quinquennale.

## Article 19

Cet article détermine le champ d'application de cet arrêté.

## Article 20

Cet article fixe la date d'entrée en vigueur de l'article 262 de la loi portant des dispositions sociales à la même date que celle de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Cet article 262 adapte l'article 11bis, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 27 février 1987 afin que le délai en vue du calcul des intérêts prenne cours le premier jour du mois suivant celui au cours duquel la demande a été introduite.

Cette disposition est liée à la mesure projetée (cfr. article 8) qui prévoit qu'une personne handicapée qui a bénéficié du supplément d'allocations familiales jusqu'à l'âge de 21 ans et qui introduit une demande d'allocation dans les six mois après avoir atteint l'âge de 21 ans, a droit à cette allocation à partir de l'âge de 21 ans.

## Article 21

Cet article fixe les dates d'entrée en vigueur de cet arrêté.

## Article 22

Cet article contient la formule d'exécution classique.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
le très respectueux  
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre de la Santé publique,

M. COLLA

Le Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale,

J. PEETERS

## Artikel 14

Voor de uitkeringen die niet mogen worden gecumuleerd met de tegemoetkomingen, gaat het om de uitkeringen op datum van uitwerking van de aanvraag of op de eerste van de maand die volgt op de ambtshalve herziening (cfr. commentaar artikelen 1 tot 3).

Indien het vonnis of de minnelijke schikking niet zegt welk gedeelte van het kapitaal bestemd is voor de vermindering van verdienvermogen, wordt 70 pct van het kapitaal, dat als vergoeding aan betrokkene werd toegekend, genomen voor de omzetting in lijfrente. Dit is in overeenstemming met de vroegere reglementering.

## Artikel 15

Dit artikel vervangt de oude benaming van het Ministerie door de nieuwe benaming.

Aangezien de integratietegemoetkoming nu ook bij wijze van voorschot verleend kan worden diende ook het laatste lid van artikel 31 in die zin aangepast te worden.

## Artikel 16

Dit artikel vervangt de oude benaming van het Ministerie door de nieuwe benaming.

## Artikel 17

Dit artikel is een uitvoering van artikel 16,§3, van de wet van 27 februari 1987. Hierin wordt bepaald dat de aanvraag tot verzaking aan de terugvordering van onverschuldigde betalingen bij gewone brief gebeurt.

Er werd geen rekening gehouden met de opmerking in punt 1 van de Raad van State bij dit artikel aangezien de term 'aanvraag tot verzaking' reeds voorkomt in artikel 16 van de wet van 27 februari 1987.

## Artikel 18

In artikel 38 gaat het wel degelijk om een eerste herziening van het recht op een tegemoetkoming toegekend krachtens de bepalingen van de wet van 27 juli 1969.

Deze herziening heeft ten vroegste uitwerking op 1 juli 1987, de datum van inwerkingtreding van de wet van 27 februari 1987, en betreft zowel de beoordeling van het verdienvermogen als de graad van zelfredzaamheid, en dit ondanks de bepaling die zegt dat bij de vijfjaarlijkse herziening deze beide aspecten niet worden onderzocht.

## Artikel 19

Dit artikel bepaalt het toepassingsgebied van dit besluit.

## Artikel 20

Dit artikel bepaalt de inwerkingtreding van artikel 262 van de wet houdende sociale bepalingen op dezelfde datum als de inwerkingtreding van voorliggend besluit.

Dit bovenvermeld artikel 262 past artikel 11bis, § 1, van de wet van 27 februari 1987 aan opdat de termijn voor het berekenen van de intresten zou beginnen te lopen vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarin de aanvraag werd ingediend.

Dit heeft te maken met de overwogen maatregel (cfr. artikel 8) die erin voorziet dat een gehandicapte die tot 21 jaar heeft genoten van bijkomende kinderbijslag en die binnen de zes maanden na de leeftijd van 21 jaar een aanvraag om een tegemoetkoming indient, aanspraak zou maken op deze tegemoetkoming vanaf 21 jaar.

## Artikel 21

Dit artikel bepaalt de datums van inwerkingtreding van dit besluit.

## Artikel 22

Dit artikel bevat de klassieke uitvoeringsformule.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Volksgezondheid,

M. COLLA

De Staatssecretaris voor Maatschappelijk Integratie,

J. PEETERS

## AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, troisième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale, le 27 mai 1998, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 6 juillet 1987 relatif à l'allocation de remplacement de revenus et à l'allocation d'intégration", a donné le 27 octobre 1998 l'avis suivant :

## Portée du projet

1. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis tend à apporter un certain nombre de modifications dans la réglementation relative à l'allocation de remplacement de revenus et à l'allocation d'intégration aux handicapés.

Comme il est exposé dans les explications fournies au Conseil d'Etat, certaines modifications sont de nature « qualitative » (octroi d'une allocation à partir de 21 ans pour les enfants handicapés qui ont bénéficié du supplément d'allocations familiales, approche plus systématique des révisions d'office et des dates auxquelles elles ont effet, ...), d'autres de nature formelle.

## Examen du texte

## Préambule

1. L'article 20 du projet trouve son fondement légal à l'article 268 de la loi du 22 février 1998 portant des dispositions sociales.

Le préambule devrait dès lors faire référence à cette dernière disposition légale, notamment dans un nouvel alinéa, à insérer après le premier.

2. Dans le texte néerlandais de l'alinéa 2 (qui devient l'alinéa 3), il convient d'écrire « 14 avril 1993 » au lieu de « 4 avril 1993 ».

Dans le même alinéa, il convient d'écrire à la fin : « ... 26 septembre 1995 et 5 juillet 1998; ».

3. L'alinéa 5 du préambule (qui deviendrait l'alinéa 6) doit être remplacé par les deux alinéas suivants :

« Vu la délibération du Conseil des Ministres du 15 mai 1998 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 27 octobre 1998 en application de l'article 84, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat; ».

## Article 10

Dans la disposition en projet figurant au 1°, la mention "Art. 22" doit être supprimée.

## Article 11

Dans la phrase liminaire, il convient d'écrire "14 avril 1993" au lieu de "14 mars 1993", et de supprimer la mention "et du...".

## Article 12

1. Dans la phrase liminaire, il y a lieu de supprimer la mention "§§ 2 à 4".

2. Au 2°, il convient d'ajouter les mots "chaque fois" entre les mots "sont" et "remplacés".

## Article 14

Dans la disposition en projet figurant au 1°, la mention "§ 1er", inscrite au début de la disposition doit être supprimée.

## Article 17

1. L'expression "demande en renonciation" est imprécise. Vu les dispositions de l'article 34 de l'arrêté royal du 6 juillet 1987, il est préférable de recourir à l'expression "la demande adressée au Ministre afin qu'il soit renoncé à la récupération des allocations payées indûment".

2. Selon l'article 34bis en projet, la demande tendant à ce qu'il soit renoncé à la récupération peut être introduite "par simple lettre"; en cas de contestation, la preuve de l'introduction ne peut toutefois être établie que "par lettre recommandée".

Cette disposition est source d'insécurité juridique pour l'intéressé : si, conformément à la première phrase, il introduit la demande par simple lettre, il risque néanmoins de s'entendre dire qu'il n'a pas introduit de demande (valable en droit).

La contradiction interne que comporte ainsi l'article 34bis en projet doit disparaître.

## Article 19

1. Dans le texte néerlandais, il convient de remplacer chaque fois le mot "wiens" par "wier".

## ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, derde kamer, op 27 mei 1998 door de Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 6 juli 1987 betreffende de inkomensvervangende tegemoetkoming en de integratietegemoetkoming", heeft op 27 oktober 1998 het volgende advies gegeven :

## Strekking van het ontwerp

Het voor advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit beoogt een aantal wijzigingen aan te brengen in de reglementering inzake de inkomensvervangende tegemoetkoming en de integratietegemoetkoming aan gehandicapten.

Zoals in de aan de Raad van State verstrekte toelichting wordt uiteengezet, zijn sommige wijzigingen van "kwalitatieve" aard (toekenning van een tegemoetkoming vanaf 21 jaar voor gehandicapte kinderen die de toekomstige kinderbijslag hebben genoten, een meer systematische benadering van de ambtshalve herzieningen en de data waarop die uitwerking hebben,...) en andere van formele aard

## Onderzoek van de tekst

## Aanhef

1. Artikel 20 van het ontwerp vindt rechtsgrond in artikel 268 van de wet van 22 februari 1998 houdende sociale bepalingen.

Naar die laatste wetbepaling zou dan ook in de aanhef verwezen moeten worden, met name in een nieuw lid, in te voegen na het eerste lid.

2. In de Nederlandse tekst van het tweede lid (dat het derde lid wordt) schrijve men "14 april 1993" in plaats van "4 april 1993".

In hetzelfde lid schrijve men in fine : "... 26 september 1995 en 5 juli 1998;".

3. Het vijfde lid van de aanhef (dat het zesde lid zou worden) dient te worden vervangen door de volgende twee leden :

"Gelet op de beslissing van de Ministerraad van 15 mei 1998 over de aanvang om een door de Raad van State binnen de termijn van één maand te geven advies;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 27 oktober 1998, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;".

## Artikel 10

In de ontworpen bepaling vervat in 1° dient de vermelding "Art. 22" weggelaten te worden.

## Artikel 11

In de inleidende zin schrijve men "14 april 1993" in plaats van "14 maart 1993", en schrappe men de vermelding "en...".

## Artikel 12

1. In de inleidende zin schrappe men de vermelding "§§ 2 tot 4".

2. In 2° voege men het woord "telkens" in tussen de woorden "« het Ministerie van Sociale Voorzorg »" en "vervangen".

## Artikel 14

In de ontworpen bepaling vervat in 1° dient de vermelding "§ 1", aan het begin van de bepaling, weggelaten te worden.

## Artikel 17

1. De term "aanvraag tot verzaking" is onduidelijk. Gelet op het bepaalde in artikel 34 van het koninklijk besluit van 6 juli 1987, kan beter de term "verzoek aan de Minister om af te zien van de terugvordering van de onverschuldigde betaalde tegemoetkomingen" gebruikt worden.

2. Volgens het ontworpen artikel 34bis kan het verzoek om af te zien van de terugvordering "bij gewone brief" ingediend worden; in geval van betwisting kan het bewijs van de indiening echter enkel geleverd worden "door een aangetekende brief".

Die bepaling brengt voor de betrokkene rechtsonzekerheid mee : als hij, overeenkomstig de eerste volzin, het verzoek bij gewone brief indient, loopt hij niettemin het risico dat geoordeeld zal worden dat hij geen (rechtsgeldig) verzoek heeft ingediend.

De interne tegenstrijdigheid waarvan het ontworpen artikel 34bis aldus blijkt geeft, moet weggewerkt worden.

## Artikel 19

1. In de Nederlandse tekst vervange men het woord "wiens" telkens door "wier".

2. Au lieu de faire référence à "la date d'entrée en vigueur du présent arrêté (en projet), cette date peut être mentionnée d'emblée (1).

La même observation s'applique à l'article 20.

#### Article 21

Vu la date à laquelle le présent avis est donné, cette disposition emporterait que toutes les dispositions de l'arrêté en projet auraient un effet rétroactif.

Le fonctionnaire délégué a déclaré que telle n'était pas l'intention et que la date du 1er septembre 1998 sera remplacée par une date ultérieure.

La chambre était composée de :

MM. :

W. Deroover, président de chambre;

D. Albrecht, P. Lemmens, conseillers d'Etat;

A. Alen, H. Cousy, assesseurs de la section de législation.

Mme F. Lievens, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. P. Lemmens.

Le rapport a été présenté par M. W. Van Vaerenbergh, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. W. Pas, référendaire adjoint.

Le greffier,

F. Lievens.

Le président,

W. Deroover.

#### Note

(1) Voir l'article 21 du projet, ainsi que l'observation relative à cet article.

2. In plaats van te verwijzen naar "de datum van inwerkingtreding van (het ontworpen) besluit", kan die datum meteen vermeld worden (1).

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 20.

#### Artikel 21

Gelet op de datum waarop het voorliggende advies wordt gegeven, zou deze bepaling tot gevolg hebben dat aan alle bepalingen van het ontworpen besluit terugwerkende kracht verleend zou worden.

De gemachtigde ambtenaar heeft verklaard dat dit niet de bedoeling is, en dat de datum van 1 september 1998 door een latere datum vervangen zal worden.

De kamer was samengesteld uit :

de heren :

W. Deroover, kamervoorzitter;

D. Albrecht, P. Lemmens, staatsraden;

A. Alen; H. Cousy, assessoren van de afdeling wetgeving,

Mevr. F. Lievens, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. Lemmens.

Het verslag werd uitgebracht door de H. W. Van Vaerenbergh, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. W. Pas, adjunct-referendaris.

De griffier,

F. Lievens.

De voorzitter,

W. Deroover.

#### Nota

(1) Zie artikel 21 van het ontwerp, alsmede de opmerking bij dat artikel.

[C - 98/22853]

### 15 JANVIER 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 6 juillet 1987 relatif à l'allocation de remplacement de revenus et à l'allocation d'intégration

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, modifiée par les lois des 22 décembre 1989, 4 avril 1991, 20 juillet 1991, 26 juin 1992, 30 décembre 1992, 25 juillet 1994 et 22 février 1998;

Vu la loi du 22 février 1998 portant des dispositions sociales, notamment l'article 268;

Vu l'arrêté royal du 6 juillet 1987 relatif à l'allocation de remplacement de revenus et à l'allocation d'intégration, modifié par les arrêtés royaux des 19 octobre 1988, 17 novembre 1989, 5 mars 1990, 20 novembre 1990, 16 septembre 1991, 8 janvier 1992, 7 décembre 1992, 14 avril 1993, 19 mai 1995, 26 septembre 1995 et 5 juillet 1998;

Vu l'avis du Conseil supérieur national des handicapés, donné le 24 mars 1998;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 24 février 1998;

Vu la délibération du Conseil des Ministres du 15 mai 1998 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 27 octobre 1998 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 6bis, § 3, de l'arrêté royal du 6 juillet 1987 relatif à l'allocation de remplacement de revenus et à l'allocation d'intégration, inséré par l'arrêté royal du 14 avril 1993, est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Pour la détermination du droit à l'allocation d'intégration, sont pris en considération les montants visés aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 qui sont en vigueur à la date de prise d'effet de la demande d'allocation ou au premier jour du mois qui suit la révision d'office. »

[C - 98/22853]

### 15 JANUARI 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 6 juli 1987 betreffende de inkomensvervangende tegemoetkoming en de integratietegemoetkoming

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten, gewijzigd bij de wetten van 22 december 1989, 4 april 1991, 20 juli 1991, 26 juni 1992, 30 december 1992, 25 juli 1994 en 22 februari 1998;

Gelet op de wet van 22 februari 1998 houdende sociale bepalingen, inzonderheid op artikel 268;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 juli 1987 betreffende de inkomensvervangende tegemoetkoming en de integratietegemoetkoming, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 19 oktober 1988, 17 november 1989, 5 maart 1990, 20 november 1990, 16 september 1991, 8 januari 1992, 7 december 1992, 14 april 1993, 19 mei 1995, 26 september 1995 en 5 juli 1998;

Gelet op het advies van de Nationale Hoge Raad voor gehandicapten, gegeven op 24 maart 1998;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 24 februari 1998;

Gelet op de beslissing van de Ministerraad van 15 mei 1998 over de aanvraag om een door de Raad van State binnen de termijn van een maand te geven advies;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 27 oktober 1998, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en Onze Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 6bis, § 3, van het koninklijk besluit van 6 juli 1987 betreffende de inkomensvervangende tegemoetkoming en de integratietegemoetkoming, ingevoegd door het koninklijk besluit van 14 april 1993, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. Voor het bepalen van het recht op de integratietegemoetkoming, worden de bedragen beoogd in §§ 1 en 2 in aanmerking genomen die van kracht zijn op de datum van de uitwerking van de aanvraag tot tegemoetkoming of op de eerste dag van de maand die volgt op de ambtshalve herziening. »

**Art. 2.** A l'article 8 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 14 avril 1993, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

« Les données à prendre en considération en matière de revenus sont celles relatives à la deuxième année civile précédant la date d'effet de la demande d'allocation ou le mois qui suit la révision d'office. »;

2° dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, les mots « compléments de rémunérations et d'allocations » sont remplacés par les mots « allocations et compléments de rémunération »;

3° le § 3, alinéa 3, est remplacé par la disposition suivante :

« Si le demandeur, son conjoint ou la personne avec laquelle il est établi en ménage est propriétaire, possesseur, usufruitier, emphytéote ou superficiaire d'une maison d'habitation occupée par lui-même, par son conjoint ou par la personne avec laquelle il est établi en ménage, le revenu cadastral de celle-ci n'entre en compte que dans la mesure où il excède 120 000 F. Ce montant est majoré de 10 000 F pour le conjoint ou pour la personne avec laquelle il est établi en ménage et pour chacune des autres personnes à charge du contribuable conformément au Code des impôts sur les revenus, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit celle dont les revenus sont pris en considération. »

**Art. 3.** L'article 9, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 14 avril 1993, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. Lorsque les revenus de l'année civile qui précède l'année au cours de laquelle la demande produit ses effets ont diminué ou augmenté de 20 pct au moins par rapport aux revenus de la deuxième année civile précédant l'année au cours de laquelle la demande produit ses effets, il est tenu compte des revenus de l'année civile qui précède l'année au cours de laquelle la demande produit ses effets.

En cas de révision d'office, lorsque les revenus de l'année civile précédant le mois qui suit la révision d'office ont diminué ou augmenté de 20 pour cent au moins par rapport aux revenus de la deuxième année civile précédant le mois qui suit la révision d'office, il est tenu compte des revenus de l'année civile précédant le mois qui suit la révision d'office. »

**Art. 4.** Dans l'article 12, alinéa 5, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 8 janvier 1992, les mots « où il est émancipé par le mariage » sont remplacés par les mots « où il se marie ».

**Art. 5.** Dans l'article 15, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « le Ministère de la Prévoyance sociale » sont remplacés par les mots « le Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement ».

**Art. 6.** A l'article 16 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 14 avril 1993, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup> les mots « du Ministère de la Prévoyance sociale ou du Service du contrôle médical de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité » sont remplacés par les mots « de la Direction d'administration des prestations aux handicapés du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement »;

2° à l'alinéa 2 les mots « du Ministère de la Prévoyance sociale est chargé de la surveillance des activités du Service du contrôle médical de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité et » sont remplacés par les mots « de la Direction d'administration des prestations aux handicapés du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement est chargé de la surveillance »;

3° à l'alinéa 3 les mots « au Service du contrôle médical de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité ainsi qu' » sont supprimés.

**Art. 7.** A l'article 17 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 14 avril 1993, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup> les mots « du Ministère de la Prévoyance sociale » sont remplacés par les mots « du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement »;

**Art. 2.** In artikel 8 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 april 1993, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, tweede lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De in aanmerking te nemen gegevens inzake inkomen zijn deze welke betrekking hebben op het tweede kalenderjaar voorafgaand aan de uitwerkingsdatum van de aanvraag om tegemoetkoming of aan de maand die volgt op de ambtshalve herziening »;

2° in § 1, vierde lid, worden de woorden « de aanvulling op het loon en de uitkeringen » vervangen door de woorden « de uitkeringen en het aanvullend loon »;

3° § 3, derde lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Is de aanvrager, zijn echtgenoot of de persoon met wie hij een huishouden vormt, eigenaar, bezitter, vruchtgebruiker of gerechtigde op erfpacht of opstal van een woonhuis, bewoond door hemzelf, door zijn echtgenoot of door de persoon met wie hij een huishouden vormt, dan wordt het kadastraal inkomen hiervan slechts in rekening genomen in de mate dat het 120 000 F te boven gaat. Dit bedrag wordt verhoogd met 10 000 F voor de echtgenoot, of voor de persoon met wie hij een huishouden vormt, en voor elk ander persoon te zijnen laste overeenkomstig het Wetboek van de inkomstenbelasting op 1 januari van het jaar dat volgt op dat waarvan de inkomsten in aanmerking genomen worden. »

**Art. 3.** Artikel 9, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 april 1993, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Wanneer de inkomsten van het kalenderjaar dat voorafgaat aan het jaar in de loop waarvan de aanvraag uitwerking heeft ten minste met 20 pct. verlaagd of verhoogd zijn ten opzichte van de inkomsten van het tweede kalenderjaar voorafgaand aan het jaar in de loop waarvan de aanvraag haar uitwerking heeft, wordt rekening gehouden met de inkomsten van het kalenderjaar voorafgaand aan het jaar in de loop waarvan de aanvraag haar uitwerking heeft.

Wanneer, in geval van herziening van ambtswege, de inkomsten van het kalenderjaar dat voorafgaat aan de maand die volgt op de datum van de herziening van ambtswege, ten minste met 20 pct. verlaagd of verhoogd zijn ten opzichte van de inkomsten van het tweede kalenderjaar voorafgaand aan de maand die volgt op de datum van de herziening van ambtswege, wordt rekening gehouden met de inkomsten van het kalenderjaar voorafgaand aan de maand die volgt op de datum van de herziening van ambtswege. »

**Art. 4.** In artikel 12, vijfde lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 januari 1992, worden de woorden « waarop hij ontvoegd wordt door het huwelijk » vervangen door de woorden « waarop hij huwt ».

**Art. 5.** In artikel 15, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « het Ministerie van Sociale Voorzorg » vervangen door de woorden « het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu ».

**Art. 6.** In artikel 16 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 april 1993, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « van het Ministerie van Sociale Voorzorg of van de Dienst voor geneeskundige controle van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering » vervangen door de woorden « van de Bestuursdirectie van de uitkeringen aan gehandicapten van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu »;

2° in het tweede lid worden de woorden « van het Ministerie van Sociale Voorzorg is belast met het toezicht op de activiteiten van de Dienst voor geneeskundige controle van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering en » vervangen door de woorden « van de Bestuursdirectie van de uitkeringen aan gehandicapten van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu is belast met het toezicht »;

3° in het derde lid worden de woorden « aan de Dienst voor geneeskundige controle van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering evenals » geschrapt.

**Art. 7.** In artikel 17 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 april 1993, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « van het Ministerie van Sociale Voorzorg » vervangen door de woorden « van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu »;

2° à l'alinéa 3 les mots « du Ministère de la Prévoyance sociale, le Service du contrôle médical de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité » sont remplacés par les mots « de la Direction d'administration des prestations aux handicapés du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement ».

**Art. 8.** L'article 19 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Toutefois, le droit à l'allocation prend cours le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel le demandeur atteint l'âge de 21 ans, pour autant qu'il ait bénéficié jusqu'à cet âge du supplément d'allocations familiales pour enfants handicapés, qu'il remplisse les conditions prévues par la loi, et que la demande soit introduite au plus tard six mois après la date à laquelle le demandeur a atteint l'âge de 21 ans. »

**Art. 9.** L'article 21 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 14 avril 1993 et du 26 septembre 1995, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 21. Il est procédé d'office à une révision du droit à l'allocation :

1° lorsque le bénéficiaire ne répond plus aux conditions de nationalité et/ou de résidence visées à l'article 4 de la loi;

2° lorsque le bénéficiaire se trouve dans l'une des situations suivantes :

- modification de l'état civil;
- établissement en ménage;
- séparation de fait ou fin de la cohabitation d'au moins un an, au sens de l'article 10;
- fin de la séparation de fait;
- le fait d'avoir ou de ne plus avoir au moins un enfant à charge;
- le décès de la personne avec laquelle le bénéficiaire est établi en ménage;
- changement de catégorie, d'isolé à cohabitant, ou inversement;

3° lorsque le bénéficiaire remplit les conditions pour que le paiement de tout ou partie des allocations soit ou ne soit plus suspendu au sens de l'article 12 de la loi;

4° lorsque les revenus visés à l'article 7 de la loi ont augmenté de 20 pct au moins par rapport aux revenus de l'année civile précédente;

Il n'est toutefois pas procédé à une révision d'office du droit à l'allocation lorsque cette augmentation résulte d'une mise au travail du bénéficiaire pour une période de 6 mois ou moins;

5° le 31 décembre de l'année au cours de laquelle des prestations visées à l'article 13, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, de la loi sont remplacées par un revenu d'un travail effectivement presté par le handicapé, pour autant que ce remplacement dure pendant une période de 6 mois au moins;

6° lorsque les prestations visées à l'article 13, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi ont augmenté de 20 pct au moins par rapport aux prestations au premier jour du mois précédent;

7° lorsque le revenu provenant d'un travail effectivement presté par le handicapé est remplacé par des prestations visées à l'article 13, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, de la loi, pour autant que ce remplacement dure pendant une période de six mois au moins;

8° à la date fixée par une décision antérieure lorsque celle-ci a été prise sur la base d'éléments à caractère provisoire ou évolutif;

9° cinq ans après la première date d'effet de la dernière décision d'octroi d'une allocation. Toutefois, cette révision ne porte pas sur l'appréciation de la capacité de gain ou du degré d'autonomie;

10° lorsque le bénéficiaire ne répond plus aux conditions de capacité de gain et/ou de degré d'autonomie. »

**Art. 10.** A l'article 22 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 5 mars 1990, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« La révision est instruite conformément aux dispositions des articles 8 à 10, 14, dernière phrase, 14bis, 14 ter, 16, 17 et 18. »;

2° in het derde lid worden de woorden « van het Ministerie van Sociale Voorzorg, de Dienst voor geneeskundige controle van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering » vervangen door de woorden « van de Bestuursdirectie van de uitkeringen aan gehandicapten van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu ».

**Art. 8.** Artikel 19 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

« Het recht op de tegemoetkoming gaat evenwel in op de eerste dag van de maand die volgt op die in de loop waarvan de aanvrager de leeftijd van 21 jaar bereikt, voor zover hij tot deze leeftijd heeft genoten van de bijkomende gezinsbijslag voor gehandicapte kinderen, dat hij aan de voorwaarden bepaald bij de wet voldoet, en dat de aanvraag ingediend wordt ten laatste zes maanden na de datum op dewelke de aanvrager de leeftijd van 21 jaar heeft bereikt. »

**Art. 9.** Artikel 21 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 april 1993 en van 26 september 1995, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 21. Er wordt ambtshalve overgegaan tot een herziening van het recht op de tegemoetkoming :

1° wanneer de gerechtigde niet meer beantwoordt aan de in artikel 4 van de wet bedoelde voorwaarden van nationaliteit en/of verblijf;

2° wanneer de gerechtigde zich in één van de volgende situaties bevindt :

- wijziging van burgerlijke staat;
- het vormen van een huishouden;
- feitelijke scheiding of einde van de samenwoning van minstens één jaar, in de zin van artikel 10;
- einde van de feitelijke scheiding;
- het feit dat ten minste één kind al of niet meer ten laste is;
- het overlijden van de persoon met wie de gerechtigde een huishouden vormt;
- verandering van categorie, van alleenstaande naar samenwonende, of omgekeerd;

3° wanneer de gerechtigde de voorwaarden vervult opdat de betaling van de tegemoetkomingen geheel of gedeeltelijk al of niet meer wordt opgeschort in de zin van artikel 12 van de wet;

4° wanneer de inkomsten bedoeld in artikel 7 van de wet met ten minste 20 pct. zijn verhoogd ten opzichte van de inkomsten van het voorafgaandelijk kalenderjaar.

Er wordt evenwel niet tot een ambtshalve herziening van het recht op de tegemoetkoming overgegaan als deze verhoging het gevolg is van de tewerkstelling van de gerechtigde voor een periode van 6 maanden of minder;

5° op 31 december van het jaar in de loop waarvan de uitkeringen bedoeld in artikel 13, § 1, eerste lid, 1°, van de wet worden vervangen door een inkomen voortkomend uit werkelijk door de gehandicapte gepresteerde arbeid voor zover deze vervanging een periode van tenminste zes maanden duurt;

6° wanneer de in artikel 13, § 1, eerste lid, van de wet bedoelde uitkeringen met ten minste 20 pct. verhoogd zijn ten opzichte van de uitkeringen op de eerste dag van de maand die voorafgaat;

7° wanneer het inkomen voortkomend uit werkelijk door de gehandicapte gepresteerde arbeid wordt vervangen door uitkeringen bedoeld in artikel 13, § 1, eerste lid, 1°, van de wet voor zover deze vervanging een periode van tenminste zes maanden duurt;

8° op de datum bepaald door een vorige beslissing wanneer die werd getroffen op grond van voorlopige of evoluerende elementen;

9° vijf jaar na de eerste ingangsdatum van de laatste beslissing waarbij een tegemoetkoming werd toegekend. Deze herziening heeft nochtans geen betrekking op de beoordeling van het verdienvermogen of van de graad van zelfredzaamheid;

10° wanneer de gerechtigde niet meer voldoet aan de voorwaarden van verdienvermogen en/of van de graad van zelfredzaamheid. »

**Art. 10.** In artikel 22 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 maart 1990, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De herziening wordt onderzocht overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 8 tot 10, 14, laatste zin, 14bis, 14ter, 16, 17 en 18. »;

2° l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1 et 2 :

« Lorsque la révision ne porte pas sur l'appréciation de la capacité de gain ou du degré d'autonomie, il n'est pas procédé à un nouvel examen médical ».

**Art. 11.** L'article 23 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 14 avril 1993 et du 26 septembre 1995, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 23. § 1<sup>er</sup>. La révision sur demande produit ses effets le premier jour du mois qui suit la date d'introduction de la demande.

§ 2. La révision d'office produit ses effets :

1° le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel le bénéficiaire se trouve dans une des situations visées à l'article 21, 1° à 3°;

2° le premier janvier de l'année qui suit celle au cours de laquelle l'augmentation ou le remplacement visés respectivement à l'article 21, 4° et 5° ont eu lieu ou, si l'augmentation ou le remplacement ont été déclarés au sens de l'article 8 de la loi, endéans les six mois respectivement de l'augmentation ou du remplacement, le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la décision est notifiée;

3° le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel l'augmentation ou le remplacement visés respectivement à l'article 21, 6° et 7° ont eu lieu ou, si l'augmentation ou le remplacement sont déclarés, au sens de l'article 8 de la loi, endéans les six mois respectivement de l'augmentation ou du remplacement, le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la décision est notifiée.

Si l'augmentation est accordée avec effet rétroactif, le délai de six mois commence à courir à partir de la date à laquelle la décision octroyant cette augmentation est notifiée à l'intéressé;

4° dans les cas visés à l'article 21, 8° à 10°, le premier jour du mois qui suit la notification de la décision.

§ 3. La révision ne peut avoir effet avant la date de prise de cours de la décision qui attribue pour la première fois une allocation. »

**Art. 12.** A l'article 25 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup> du § 2, les mots « octroie une allocation, peuvent, sur demande, percevoir cette allocation à un compte personnel au nom du bénéficiaire » sont remplacés par les mots « paie une allocation, peuvent sur demande percevoir cette allocation sur un compte ouvert au nom du handicapé »;

2° dans l'alinéa 2 du § 2, les mots « le Ministère de la Prévoyance sociale » sont chaque fois remplacés par les mots « le Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement »;

3° l'alinéa 3, 2° du § 2, est remplacé par la disposition suivante :

« 2° les institutions visées à l'article 13, alinéa 2, b) et c), de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des institutions de crédit »;

4° l'alinéa 3, 3°, du § 2, est remplacé par la disposition suivante :

« 3° la Poste »;

5° dans les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 du § 3, les mots « Ministère de la Prévoyance sociale » sont remplacés par les mots « Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement »;

6° dans le § 4, les mots « Ministère de la Prévoyance sociale » sont remplacés par les mots « Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement ».

**Art. 13.** Dans l'article 28, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 14 avril 1993, le mot « successifs » est inséré entre les mots « jours » et « en dehors ».

2° tussen het eerste en het tweede lid wordt het volgende lid ingevoegd :

« Wanneer de herziening geen betrekking heeft op de beoordeling van het verdienvermogen of van de graad van zelfredzaamheid wordt niet tot een nieuw medisch onderzoek overgegaan. »

**Art. 11.** Artikel 23 van hetzelfde besluit, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 14 april 1993 en 26 september 1995, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 23. § 1. De herziening op aanvraag heeft uitwerking op de eerste dag van de maand die volgt op de datum van indiening van de aanvraag.

§ 2. De ambtshalve herziening heeft uitwerking op :

1° de eerste dag van de maand die volgt op deze in de loop waarvan de gerechtigde zich in een van de in artikel 21, 1° tot 3°, bedoelde situaties bevindt;

2° de eerste januari van het jaar dat volgt op het jaar in de loop waarvan de in artikel 21, 4° of 5° respectievelijk bedoelde verhoging of vervanging heeft plaats gehad, of, indien de verhoging of vervanging wordt aangegeven in de zin van artikel 8 van de wet, binnen de zes maanden respectievelijk na de verhoging of vervanging, op de eerste dag van de maand die volgt na die in de loop waarvan de beslissing wordt betekend;

3° de eerste dag van de maand die volgt op die in de loop waarvan de in artikel 21, 6° en 7° respectievelijk bedoelde verhoging of vervanging heeft plaats gehad of, indien de verhoging of vervanging wordt aangegeven, in de zin van artikel 8 van de wet, binnen de zes maanden na respectievelijk de verhoging of vervanging, op de eerste dag van de maand die volgt na die in de loop waarin de beslissing wordt betekend.

Indien de verhoging met terugwerkende kracht wordt toegekend, begint de termijn van zes maanden te lopen vanaf de datum waarop de beslissing tot toekenning van deze verhoging aan betrokkene werd betekend;

4° in de in artikel 21, 8° tot 10°, bedoelde gevallen, op de eerste dag van de maand volgend op de betekening van de beslissing.

§ 3. De herziening kan geen uitwerking hebben vóór de ingangsdatum van de beslissing waarbij voor de eerste maal een tegemoetkoming wordt toegekend. »

**Art. 12.** In artikel 25 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid van § 2, worden de woorden « een tegemoetkoming uitkeert, kunnen op hun aanvraag die uitkering bekomen op een persoonlijke rekening geopend » vervangen door de woorden « een tegemoetkoming betaalt, kunnen op hun aanvraag die tegemoetkoming bekomen op een rekening geopend op naam van de gehandicapte »;

2° in het tweede lid van § 2, worden de woorden « het Ministerie van Sociale Voorzorg » telkens vervangen door de woorden « het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu »;

3° het derde lid, 2° van § 2, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° de instellingen bedoeld in artikel 13, tweede lid, b) en c), van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen »;

4° het derde lid, 3°, van § 2, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 3° de Post »;

5° in het eerste en het tweede lid van § 3 worden de woorden « Ministerie van Sociale Voorzorg » vervangen door de woorden « Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu »;

6° in § 4 worden de woorden « Ministerie van Sociale Voorzorg » vervangen door de woorden « Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu ».

**Art. 13.** In artikel 28, eerste lid, 3°, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 april 1993, wordt tussen de woorden « 15 » en « dagen » het woord « opeenvolgende » ingevoegd.



**Art. 14.** A l'article 30 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 14 avril 1993, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, est remplacé par la disposition suivante :

« Pour l'application de l'article 13, § 1<sup>er</sup>, de la loi, les prestations à prendre en considération sont celles auxquelles le handicapé a droit à la date de prise d'effet de la demande d'allocation ou le premier jour du mois qui suit la révision d'office »;

2° le § 2 est complété par l'alinéa suivant :

« Dans les cas où le jugement ou l'accord ne précise pas la partie du capital affectée à l'indemnisation de la réduction de capacité de gain, la conversion en rente viagère hypothétique se fait sur la base de 70 pct. du capital-indemnité alloué au demandeur. »

**Art. 15.** A l'article 31 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 2, les mots « Ministère de la Prévoyance sociale » sont remplacés par les mots « Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement »;

2° le dernier alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« Elle est accordée jusqu'à concurrence des montants de l'allocation de remplacement de revenus et de l'allocation d'intégration auxquels le handicapé peut prétendre conformément aux articles 2 à 9, 12 et 13, § 1<sup>er</sup> de la loi. ».

**Art. 16.** Dans l'article 33, alinéa 5 du même arrêté, les mots « Ministère de la Prévoyance sociale » sont remplacés par les mots « Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement ».

**Art. 17.** Un article 34bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 34bis. La demande en renonciation se fait par simple lettre. »

**Art. 18.** L'article 38 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 38. La première révision du droit à une allocation octroyée en vertu de la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés, qui a lieu au plus tôt avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 1987, est considérée comme comportant une demande en révision de l'appréciation de la capacité de gain et du degré d'autonomie, nonobstant la disposition de l'article 21, 9°, dernière phrase. »

**Art. 19.** Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux personnes dont la demande d'allocation prend cours, ou dont le droit à l'allocation est revu par une décision administrative ou judiciaire, à partir du 1<sup>er</sup> février 1999.

**Art. 20.** L'article 262 de la loi du 22 février 1998 portant des dispositions sociales entre en vigueur le 1<sup>er</sup> février 1999.

**Art. 21.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> février 1999, à l'exception de l'article 15, 2°, qui produit ses effets le 3 mars 1998.

**Art. 22.** Notre Ministre de la Santé publique et Notre Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 janvier 1999.

ALBERT

Par le Roi :  
Le Ministre de la Santé publique,  
M. COLLA

Le Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale,  
J. PEETERS

**Art. 14.** In artikel 30 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 april 1993, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, eerste lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Voor de toepassing van artikel 13, § 1, van de wet, zijn de in aanmerking te nemen uitkeringen degene waarop de gehandicapte recht heeft op de datum van uitwerking van de aanvraag tot tegemoetkoming of op de eerste dag van de maand die volgt op de ambtshalve herziening »;

2° § 2 wordt aangevuld met het volgende lid :

« In de gevallen waarin het vonnis of de minnelijke schikking het gedeelte van het kapitaal dat voor de vergoeding van de vermindering van het vermogen is bestemd niet nader bepaalt, geschiedt de omzetting in lijfrente op 70 pct. van het kapitaal dat als vergoeding aan de aanvrager werd toegekend. »

**Art. 15.** In artikel 31 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden « Ministerie van Sociale Voorzorg » vervangen door de woorden « Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu »;

2° het laatste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Het wordt verleend ten belope van de bedragen van de inkomensvervangende tegemoetkoming en van de integratietegemoetkoming waarop de gehandicapte aanspraak kan maken overeenkomstig de artikelen 2 tot 9, 12 en 13, § 1 van de wet. ».

**Art. 16.** In artikel 33, vijfde lid van hetzelfde besluit worden de woorden « Ministerie van Sociale Voorzorg » vervangen door de woorden « Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu ».

**Art. 17.** Een artikel 34bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 34bis. De aanvraag tot verzaking gebeurt bij gewone brief. »

**Art. 18.** Artikel 38 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 38. De eerste herziening van het recht op een tegemoetkoming toegekend krachtens de wet van 27 juni 1969 betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan gehandicapten, welke ten vroegste met ingang van 1 juli 1987 plaatsgrijpt, wordt geacht een aanvraag tot herziening van het verdienvermogen en van de graad van zelfredzaamheid te omvatten, ongeacht de bepaling van artikel 21, 9°, laatste zin. »

**Art. 19.** De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op de personen wier aanvraag om tegemoetkoming uitwerking heeft, of wier recht op de tegemoetkoming door een administratieve of gerechtelijke beslissing herzien wordt, vanaf 1 februari 1999.

**Art. 20.** Artikel 262 van de wet van 22 februari 1998 houdende sociale bepalingen treedt in werking op 1 februari 1999.

**Art. 21.** Dit besluit treedt in werking op 1 februari 1999, met uitzondering van artikel 15, 2°, dat op 3 maart 1998 uitwerking heeft.

**Art. 22.** Onze Minister van Volksgezondheid en Onze Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 januari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :  
De Minister van Volksgezondheid,  
M. COLLA

De Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie,  
J. PEETERS

F. 99 — 209

[C - 98/22762]

**30 DECEMBRE 1998.** — Arrêté ministériel fixant, pour l'exercice 1999, les conditions et les règles spécifiques qui régissent la fixation du prix de la journée d'hospitalisation, le budget des moyens financiers et le quota de journées d'hospitalisation des hôpitaux et services hospitaliers

La Ministre des Affaires sociales,

Vu la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, notamment les articles 87, 88, 93, 94, troisième alinéa, 97 et 99;

N. 99 — 209

[C - 98/22762]

**30 DECEMBER 1998.** — Ministerieel besluit houdende vaststelling, voor het dienstjaar 1999, van de specifieke voorwaarden en regelen die gelden voor de vaststelling van de prijs per verpleegdag, het budget van financiële middelen en het quotum van verpleegdagen voor de ziekenhuizen en ziekenhuisdiensten

De Minister van Sociale Zaken,

Gelet op de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, inzonderheid op de artikelen 87, 88, 93, 94, derde lid, 97 en 99;